



PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT ET SÉCURITÉ HUMAINE



PRIORITÉ A LA PRÉVENTION

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a adopté en avril 2016 un **Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent** et en a fait l'une de ses priorités.

L'**approche innovante de prévention** de l'extrémisme violent (PEV) consiste non pas à traiter les symptômes ou les conséquences de la violence, mais à **adresser les causes** de l'extrémisme violent. Celles-ci peuvent être **politiques, sociales** ou **économiques**.

« Investir dans la paix pour prévenir l'extrémisme violent ».

« Eradiquer les causes de la violence, pas les acteurs de la violence »

Le DFAE **accompagne les efforts de ses partenaires** afin d'éliminer ce qui fait le terreau de l'extrémisme violent, ce qui assurera **plus de sécurité en Suisse** aussi.

Pour ce faire, la Division Sécurité humaine (DSH), qui est le Centre de compétence du DFAE en matière de paix et de sécurité humaine, dispose de l'expertise nécessaire à son engagement. Un **programme de « prévention de l'extrémisme violent »** y a été introduit depuis 2015.

APPROCHE ET OUTILS EN MATIÈRE DE PEV

L'inclusion est la clé

La DSH estime que l'**exclusion politique** est au cœur des facteurs qui exacerbent les tensions et poussent certains à la violence. Les revendications légitimes doivent trouver les espaces politiques pour s'exprimer pacifiquement. Il faut donc **travailler à des sociétés plus inclusives** en réponse à l'EV, en cultivant la tolérance, le respect de la diversité et les principes de l'état de droit.

Les défis sont à la fois nationaux, locaux mais aussi globaux et régionaux ; il est donc nécessaire de conjuguer les **efforts de prévention à ces différentes échelles**.

L'absence de définition de « l'extrémisme violent » nécessite le recours au « **do no harm** » (principe de précaution). L'approche de prévention ne doit pas consister à exclure les acteurs de cette violence de la recherche de solutions politiques sur le fond (les causes), ce qui serait contreproductif.

Quelques outils au cœur de notre approche

Faciliter des espaces de dialogue politique inclusif est au cœur de la prévention de la violence. Pour cela, il faut travailler avec tous les acteurs concernés : gouvernements, parlements, appareil judiciaire, société civile, chercheurs, anciens combattants, miliciens, et là où c'est possible, groupes armés radicaux.

Travailler à l'**acquisition des outils de dialogue** constitue le pendant nécessaire à l'animation des processus inclusifs. Cela se fait par des formations ou des méthodes de travail favorisant la mise en situation personnelle et institutionnelle.

Autre outil clé de la prévention : l'approche de **sécurité humaine**. Si les causes de l'EV sont liées aux besoins non satisfaits des populations, cela exige de *repenser le sens de la sécurité* en mettant en son cœur l'être humain et ses besoins. Travailler avec les **acteurs de la sécurité et de la défense** à cette approche de sécurité humaine devient l'un des impératifs de la PEV.

Enfin, c'est avant tout sur une base empirique que les engagements de la DSH sont déterminés. L'écoute des partenaires et la **recherche contextualisée** émanant des régions sont à ce titre fondamentales.

Acteurs clés

La Suisse travaille de manière inclusive, mais s'assure de placer au cœur de son travail de prévention les acteurs qui peuvent le mieux agir pour le changement :

- les **acteurs politiques** (gouvernements, administrations et parlements) ;
- les **forces de défense et de sécurité** ;
- les **acteurs de la justice** ;
- les **femmes**, pour définir la sécurité et la paix dont elles ont besoin ;
- les acteurs de la **société civile** ;
- les **chercheurs** ;
- les **médias** ;
- les **acteurs de la violence** ;
- les **partenaires** et **organisations internationales**.

EXEMPLES D'ACTION EN MATIÈRE DE PEV

La DSH exerce un **plaidoyer politique** au plan multilatéral ; elle œuvre auprès de ses **partenaires**, au plan **national** et **régional**, pour encourager l'échange de **bonnes pratiques**, contribuer au **renforcement des capacités** pour la prévention de l'extrémisme violent, et **faciliter des processus** de dialogue politique et d'élaboration de politiques publiques inclusives de PEV et de sécurité humaine.

Elle est active en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne.

Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara (2016 – 2020...)

- Initiative lancée par la Suisse en 2016, avec aujourd'hui une dizaine de partenaires. Plus de 20 rencontres (Dakar, N'Djamena, Alger, Abidjan, Ouagadougou, Yaoundé, Bangui, mais aussi New York et Genève). Plus de 1000 personnalités d'Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale, mobilisées pour renforcer l'agenda de prévention.
- Espace de dialogue régional et informel pour renforcer l'appropriation des outils de prévention, les liens entre décideurs politiques et autres acteurs, les bonnes pratiques de la région en matière de PEV.
- Premier cours de PEV avec l'Union africaine (Yaoundé, 2019).
- Séminaires régionaux pour les forces de défense et de sécurité et la PEV (Dakar, 2017, 2018, 2019).
- Nourrit l'élaboration de politiques publiques de PEV (Burkina Faso, Tunisie, Togo, RCA, Sénégal, RDC, etc.).
- Tables rondes de restitution auprès des cercles diplomatiques (NY, Genève).

Liban, Tunisie

- **Liban** – Depuis 2016, appui technique aux autorités pour le développement d'une stratégie nationale puis d'un plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. Appui parallèle à la recherche et à la société civile, afin de favoriser l'inclusion.
- **Tunisie** – La Suisse fut parmi les premiers partenaires à encourager et à accompagner les autorités tunisiennes dans leur recherche de réponses variées face à l'EV.

Soutien à la recherche empirique

- **International Crisis Group** - programme « Jihad in Modern Conflit » (depuis 2016). <https://www.crisisgroup.org/jihad-modern-conflict>
- **Institut d'études de sécurité ISS / Dakar** - programme Liptako-Gourma (2018-2019). <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest>

Experte principale et responsable du programme PEV de la DSH : Carol Mottet (carol.mottet@eda.admin.ch)